



Mis en œuvre par

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

رئاسة الحكومة
مصالح الوزارة لدى رئيس
الحكومة المكلفة بالوظيفة
العمومية



PROJET

« Appui à la modernisation du système de formation et d'évaluation de la fonction publique »

MFP

TERMES DE REFERENCES

Appel à manifestation d'intérêt pour la Société Civile afin de participer :

- * Aux « ateliers d'analyse participative des besoins en formation et évaluation du fonctionnaire public »

Prolongation des dates

Septembre 2021

Termes de Référence

Projet :	Appui à la modernisation du système de formation et d'évaluation de la fonction publique
Contexte	<p>L'administration tunisienne conduit une série de réformes pour faire face à un nouveau contexte institutionnel et organisationnel caractérisé par la mise en place d'un nouveau mode de gouvernance notamment à la suite de l'adoption de la nouvelle Constitution de janvier 2014.</p> <p>Pour ce faire, parmi les axes de réformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un nouveau système d'évaluation des agents de la fonction publique, qui va permettre de constater les succès à consolider, les acquis à améliorer, les défis à relever et surtout les besoins en formation en vue d'atteindre une meilleure qualité des services rendus par l'administration. - La satisfaction des besoins en formation nécessite un processus connu et reconnu tant au niveau national qu'au niveau international, par le biais d'un processus de certification. <p>C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet "Appui à la modernisation du système d'évaluation et de formation des fonctionnaires en Tunisie" mandaté par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mis en œuvre par la GIZ en partenariat avec la Présidence du Gouvernement (Services de Mme la Ministre auprès du Chef du Gouvernement chargée de la Fonction Publique).</p> <p>L'objectif général de ce projet est que « L'administration publique tunisienne emploie des fonctionnaires plus qualifié(e)s et motivé(e)s selon leurs qualifications et leur performance établies sur la base de critères objectifs ».</p> <p>Pour y arriver, ce projet MFP est composé de 3 composantes à savoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Introduction d'un système de certification des institutions de formation 2- Modernisation du système d'évaluation individuelle des fonctionnaires 3- Dialogue et partenariat avec les acteurs pertinents pour la réforme de la fonction publique

	<p>Dans ce cadre, il est prévu d'entrer en dialogue et en concertation décentralisée multi-acteurs et inclusive, impliquant une société civile renforcée et avisée.</p> <p>Le projet PMF repose sur les piliers d'actions suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recenser les acteurs de la société civile qui s'intéressent à la modernisation de l'administration et la fonction publique qui est l'essence même du projet MFP. • Construire une base de données des acteurs de la SC qui garantissent plusieurs facteurs : <ul style="list-style-type: none"> - Respect de l'approche genre dans leur composition - Impact sur d'autres associations - Intérêt à l'administration publique • Ces associations qui peuvent fournir des données tangibles sur l'appréciation du service de l'administration publique • Recenser leurs besoins se rapportant aux systèmes de certification des institutions de formation et d'évaluation individuelle des fonctionnaires tout en garantissant une représentativité genre et autres. • Accompagner le dialogue au niveau national entre notre partenaire direct dans l'exécution de ce projet à savoir la présidence du gouvernement d'un côté et la société civile intéressée par le projet d'un autre côté. • Renforcer les capacités des acteurs de la SC et les impliquer dans le processus d'implémentation du projet MFP.
<p>Objectifs de l'appel à manifestation d'intérêt</p>	<p>L'objectif de cet appel à manifestation d'intérêt est de sélectionner un nombre représentant d'associations de la société civile OSC opérant dans l'intérêt public afin d'être associées dans la réalisation du projet MFP et d'être impliquées dans le débat multi-acteurs de son implémentation.</p> <p>Le travail avec les SC relais a pour objectifs de bien expliciter les outputs de ce projet MFP, permettre le partage des valeurs du projet MFP vis-à-vis de ses bénéficiaires à savoir le fonctionnaire public, les institutions de formation publiques et le citoyen tunisien qui sera mieux servi par un service public de qualité et sonder l'opinion de la Société Civile concernant ce projet.</p> <p>Les acteurs de la SC relais participeront aux ateliers de formation/workshops et séminaires et études du projet à travers une approche participative et inclusive qui contribue à l'atteinte des résultats attendus à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Rapport des besoins et aspirations du fonctionnaire public, des institutions publiques de formation ainsi que du citoyen

concernant l'évaluation individuelle des fonctionnaires publics, la modernisation du système de formation des agents publics et la mise à niveau des établissements publics de formation aux standards internationaux.

- Le développement de l'expertise des membres de la SC en matière de modernisation des institutions de formation, certification des modules de formation, d'évaluation individuelle des fonctionnaires publics.
- Le renforcement de la visibilité institutionnelle de la SC à travers leur responsabilisation et l'autonomisation dans la mise en place de ces actions, en lien avec les pouvoirs publics et le citoyen tunisien.

Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- La situation légale de l'association.
- Siège de l'association dans l'une des 24 gouvernorats de la Tunisie.
- La SC doit justifier d'un fonctionnement interne qui s'apprécie sur la base des critères suivants :
 - La SC tient régulièrement les assemblées générales et réunit les instances de gouvernance prévues dans ses statuts.
 - La SC produit des documents annuels, y compris financiers, validés par l'Assemblée Générale, tels que prévus dans les statuts
 - Les domaines d'interventions de la SC (utilité générale, administration publique, développement local, droits, genre, gouvernance, citoyenneté, etc.).
- L'expérience de la SC en la matière sur la base des travaux et activités déjà réalisées durant les 3 dernières années.
- Les capacités humaines, institutionnelles et techniques de la SC (capacité minimale préalable requise pour gérer et mettre en œuvre ces types d'activités).
- L'approche et réseau partenarial de la SC (capacité à mobiliser les acteurs locaux).
- La motivation et l'intérêt démontrés pour prendre part à l'implémentation de ce projet.
- La capacité à s'engager sur l'ensemble de la durée du projet MFP jusqu'à août 2023.

- Mise en application des pratiques de participation citoyenne et de démocratie participative (espace de concertation, pétition...)
- Contribution au débat public et à l'intégration de l'approche genre et des jeunes et des personnes à mobilité réduites dans leurs actions.

Les dossiers de candidature seront examinés par aussi bien notre partenaire direct la présidence du gouvernement et l'équipe technique du projet MFP. Les associations présélectionnées seront invitées à un atelier d'échange.

Chaque association civile est tenue d'envoyer un dossier de candidature au plus tard le **25/09/2021** comportant

A/ Partie administrative :

- Fiche A : Renseignements sur la structure / Statuts de l'association / Récépissé d'enregistrement légal, montrant la date de la création / Liste de bureau de l'association /Corrélation ou lien entre l'objectif de l'association tel que mentionné dans son statut et le projet MFP/ Annexes facultatifs (articles de presse, photos, extraits de publications...)

B/ Partie technique :

- Fiche B : Présentation générale des activités et travaux en rapport avec le projet MFP argumentés par tout type de documents (rapport, photos, vidéos, article de presse, séminaires...)
- Fiche C: le cv de la personne qui va représenter l'association, les critères d'éligibilité.
- Fiche D : Vos motivations par rapport au projet.

Les dossiers de candidature sont à envoyer au plus tard le 25/09/2021 par voie postale à l'adresse suivante :

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH /B.P. 753 - 1053 les Berges du Lac /Immeuble Golden Towers Bloc B, 10ème étage /Centre Urbain Nord 1082 Tunis / Tunisie.